

Présentation des activités BtL de la DEN à la conférence "Fuels for the Future"

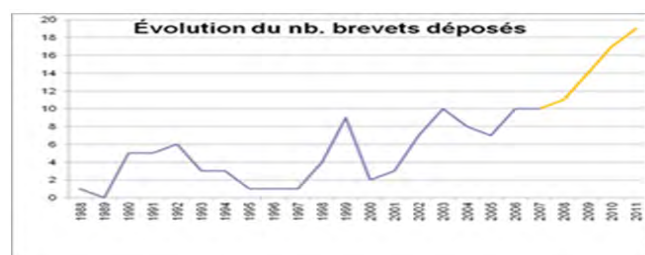


A la demande de DISN/Valo et de la DG, la filière BtL a été présentée à la 9ème édition de la conférence Fuels for the Future à Berlin les 23 & 24 janvier derniers.

Cette intervention a été l'occasion de rappeler les enjeux de la filière : indépendance énergétique, réduction des gaz à effet de serre, affranchissement vis à vis du prix du baril et de la parité €/\$, en particulier pour le secteur de l'aviation qui dispose d'un portefeuille de solutions très restreint. Les défis majeurs de la filière en termes technique, mais aussi économique et environnemental, ont été également précisés afin de souligner le chemin qui reste à parcourir pour atteindre la viabilité commerciale de la filière, chemin qui sera d'autant plus aisé qu'un cadre réglementaire favorable sera mis en place pour la transition.

### Une année record pour la "propriété industrielle" à la Direction Déléguée aux Activités Nucléaires de Saclay

Le bilan relatif aux brevets montre que les actions menées depuis 2007, date de mise en place par I-tésé du processus brevet à la DANS, ont porté leur fruits puisque qu'une croissance régulière du nombre de demandes de brevets déposés peut être observée (passant de 10 en 2007 à 19 en 2011, cf. tableau ci-dessous).



Cette augmentation n'affecte pas la qualité des brevets de la DANS puisque 85 % des procédures aboutissent à un brevet délivré, nombre qu'il faut rapprocher des taux usuels en cours à l'office européen des brevets ou l'office américain qui sont d'environ 40 % de brevets accordés.

L'année 2011 a par ailleurs été marquée par une volonté de maîtriser les coûts. Plusieurs brevets ont été abandonnés sur la base de leur faible potentiel de valorisation, soit 10 % du portefeuille, ce qui a conduit à une économie non seulement sur l'année 2011 mais bien au-delà si l'on se projette sur la durée de vie restante pour les brevets concernés (10 ans en moyenne).

Pour l'année 2012, un objectif de 20 brevets déposés par centre est affiché par la DEN.

### Evaluation de l'efficacité de politiques de soutien au solaire photovoltaïque en Asie

Différents outils d'aide au développement du solaire photovoltaïque (soutien à la R&D, aide à l'investissement via des crédits d'impôts ou des réductions de taxes, mise en place de tarifs de rachat de l'électricité produite) ont été analysés pour trois pays asiatiques aux situations très contrastées : le Japon, pays développé possédant peu de ressources énergétiques, la Corée du Sud, pays en plein développement économique et également très dépendant énergétiquement, et enfin l'Australie, pays possédant d'importantes ressources fossiles et fortement concerné par le changement climatique.

Cette analyse a mis en évidence l'intérêt d'une politique « choisie » (installation près des lieux de consommations par exemple), avec une bonne vision pour les investisseurs (éviter les effets yoyo pour les tarifs d'achat), et un important soutien à la R&D.

Ces résultats ont été publiés dans le prestigieux journal Progress in Photovoltaic: Research and Applications (DOI: 10.1002/pip.1248).

### Sortie du rapport de la Commission 2050

La commission « Energie 2050 » créée en octobre dernier par Eric BESSON, Ministre chargé de « l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique » avait pour objectif de préparer les travaux de la prochaine programmation pluriannuelle des investissements (PPI). Cette commission vient de rendre son rapport au Ministre le 13 février dernier. L'objectif de cette commission était d'une part d'explorer les scénarios possibles du devenir du système énergétique français : sécurité d'approvisionnement, compétitivité de notre fourniture énergétique et protection de l'environnement, dont la lutte contre le réchauffement climatique ainsi que l'acceptabilité sociale au regard des différents scénarios.

Cette commission présidée par J. Percebois s'est appuyé sur une équipe de rapporteurs co-pilotée par la Direction Générale de l'Energie et du Climat et le Centre d'analyse stratégique, avec l'appui de la Direction générale du Trésor, de l'IFP-EN et du CEA représenté par Jean-Guy Devezeaux, Directeur de l'I-tésé. La Commission a mené

pendant plusieurs mois 80 auditions des différents acteurs. Elle a produit en un temps record un rapport de plus de 500 pages qui établit une synthèse globale sur la question des MIX énergétiques en France, avec des « zooms » sur des pays étrangers, notamment le Royaume Uni et l'Allemagne.

### RAPPORT énergies 2050

Son résultat principal est de montrer que l'arrêt des réacteurs actuels après une durée d'exploitation de 40 seulement entrainerait un coût pour le pays de plus de 100 milliards d'euros en valeur actuelle nette. Ceci dans la mesure où l'ASN autoriserait le prolongement de l'exploitation des réacteurs, pour un montant de maintenance lourde de l'ordre de 55 milliards d'euros pour le parc. Ainsi, attendre vers les années 2025 à 2035 avant de renouveler massivement le parc permettrait d'une part de bénéficier d'une électricité peu chère (vers 50 euros/MWh d'après la Cour des Comptes), mais aussi d'attendre la période où les EnR seront compétitive dans un réseau maîtrisant le stockage et permettant d'éviter des émissions de CO<sub>2</sub> importante pour assurer le « back up » de l'intermittence comme c'est le cas aujourd'hui. La proportion de nucléaire et d'EnR pourra alors être réglée finement, en bénéficiant des synergies à venir.

Le rapport a été officiellement transmis à M Eric Besson le 13 février, lors d'une cérémonie à l'Hotel des Ministres de Bercy, à laquelle assistaient notamment l'Administrateur Général du CEA Bernard Bigot.

#### Interview d'I-tésé à France-Culture et Enerzine

Le 1<sup>er</sup> février dernier sur France-Culture, dans le cadre de l'émission de Marc Voinchet « l'invité des matins », Jean-Guy Devezeaux était invité à débattre avec Benjamin Dessus (Président de Global Chance) et de Sylvestre Huet (Journaliste à Libération) sur les coûts et bénéfices du nucléaire suite à la sortie du rapport de la Cour des Comptes...

« Suite à la catastrophe de Fukushima et au débat qu'il a suscité en France sur le nucléaire, le ministre de l'Industrie et de l'Energie a confié au Centre d'Analyse Stratégique (CAS) la conduite d'une réflexion prospective sur différents scénarios d'évolution de la politique énergétique française... » Ainsi commence l'interview de

JG Devezeaux dans cet organe de communication sur l'énergie qu'est Enerzine.

<http://www.enerzine.com/2/13504+six-questions-au-rapporteur-de-la-commission-energies-2050+.html>

#### ECODEC " : Lauréat Vague 2 des projets Labex

Le projet « ECODEC : Réguler l'économie au service de la société » a obtenu la labellisation Laboratoire d'excellence. Il a été classé 1er ex-aequo (avec 21 autres projets) sur un total de 71 projets classés et 195 projets reçus.

ECODEC réunit le CREST (économistes de l'ENSAE), HEC et l'X (premier cercle), et l'INRA, I-tésé, l'Université Paris-Sud-11 (2ème cercle), ce qui permettra de mobiliser jusqu'à plusieurs centaines d'économistes

Le projet se concentre sur la régulation de l'économie au service de la société. Le projet se focalise sur cinq domaines de recherche : la régulation du monde du travail (sécurisation des carrières, conciliation de la mobilité avec la sécurité de l'emploi), la régulation des marchés financiers, la régulation du marché des produits (mise au point de réglementations appropriées aux choix et aux décisions des consommateurs), l'évaluation des politiques publiques et des décisions des entreprises et l'exploitation des nouvelles données disponibles relatives à l'économie globale.



Le projet a été construit pour tirer parti au mieux des synergies, le labex est l'occasion pour l'institut, grâce à son expertise en technico-économie des systèmes énergétiques, nourrie d'une expertise technique forte développée au CEA, de dialoguer avec des économistes plus théoriciens. Par une participation active de l'I-tésé, le labex propose de répondre à un besoin toujours patent de capacité d'expertise en matière de choix énergétique.

Ainsi, loin de marquer une fin, cette labellisation doit être le début de multiples collaborations renforcées entre les diverses institutions, dans le cadre notamment de l'initiative d'excellence Université Paris Saclay, à laquelle elles ont toutes la chance d'appartenir.

#### Conférence de Mme PAPPALARDO suite à la sortie du rapport de la Cour des Comptes

Le 28 février dernier, en collaboration avec la SFEN « section Economie » et l'Association des Economistes de l'Energie, l-tésé a invité Mme Pappalardo, Rapporteur Général, suite à la publication du rapport de la cour des comptes paru le 31 janvier dernier sur les coûts du nucléaire.

Le programme était le suivant :

- Lecture des points clés du Rapport, par Michèle Pappalardo
- Le point de vue d'un économiste de l'énergie, par François Lévêque Ecole des Mines
- Conclusions par Patrice Geoffron, directeur du CGEMP

Mme Pappalardo a fait lecture des points clés de ce rapport. L'assistance a pu mesurer combien la démarche de la Cour a pu créer une situation qui n'a donné lieu à aucune controverse significative, l'ensemble des parties prenantes reconnaissant la qualité des chiffres et analyses de la Cour, même si certaines des interprétations divergent encore.

